

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 724 / octobre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2022

Une situation globalement bien orientée malgré des signes d'essoufflement

Léger recul du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) perd 3,6 points au 2^{ème} trimestre, effaçant une partie du net rebond enregistré au 1^{er} trimestre (+8,9 points). Malgré ce repli, il s'établit ainsi à 108,7, nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (100), soit un niveau correspondant à une zone de croissance du PIB favorable.

Le recul de l'ICA sur le trimestre est principalement lié à la composante du trimestre écoulé, dans le sillage notamment d'une orientation moins favorable de la trésorerie et des délais de paiement. Dans un contexte d'extinction progressive des dispositifs de soutien à l'économie mis en place à la suite de la crise sanitaire, l'amélioration de ces indicateurs enregistrée en début d'année ne semble donc pas se confirmer, sans pour autant apparaître comme une source d'inquiétude majeure pour les trimestres à venir.

La composante future de l'ICA s'infléchit légèrement, après sa nette amélioration le trimestre précédent (+4 points). Les chefs d'entreprise demeurent cependant optimistes quant au climat des affaires pour le trimestre à venir. Les composantes relatives à l'emploi restent favorables, tout comme les perspectives d'investissement.

Malgré un léger repli, les variables relatives aux prix restent sur des niveaux élevés, signes que la diffusion de l'inflation dans le circuit économique est toujours perceptible.

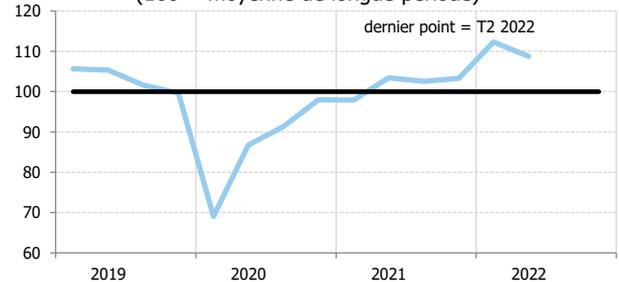
L'inflation gagne l'alimentation et les services

À fin juin 2022, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 1,3 % par rapport à fin mars 2022. Les principaux contributeurs à la hausse des prix sont l'énergie (+4,4 %) et l'alimentation (+2,4 %). Les prix des services (+0,6%) et des produits manufacturés (+0,5%) sont également en augmentation et participent dans une moindre mesure à la progression de l'ensemble.

Sur un an, l'inflation atteint 4,6 %, un plus haut depuis février 1994, mais un rythme inférieur à celui enregistré au niveau national (5,8 %). Elle est avant tout tirée par les prix de l'énergie qui ont augmenté de 20,2 % mais également par ceux de l'alimentation (+4,8 %) et des services (+3,5%).

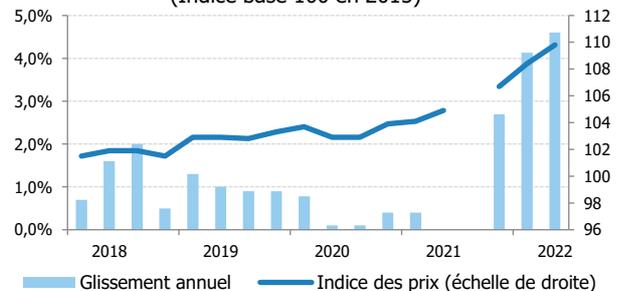
Dans ce contexte, plus de 2/3 des entreprises répondantes à l'enquête IEDOM déclarent avoir subi une hausse des prix des intrants. Près d'1/3 estime que cette hausse est supérieure à 25 % et de l'ordre de 10 à 25 % pour une moitié d'entre elles.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



Source : Insee

Amélioration continue du marché du travail

À fin juin 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'inscrit en baisse de 5,9 % à 33 900 personnes par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration continue depuis 2 ans : les moins de 25 ans (-9,4 %), la catégorie des 25-49 ans (-7,5 %) et les personnes de plus de 50 ans (-2,9 %). Sur un an, les évolutions sont encore plus marquées, avec une baisse des DEFM A de 10,0 % (CVS).

De son côté, le marché de l'emploi est bien orienté : l'emploi salarié est en hausse de 4,1 % par rapport au T4 2019 (soit +5 039 emplois) et affiche donc un niveau supérieur à la période pré-Covid, et les composantes emplois de l'enquête de conjoncture sont favorables.

La consommation des ménages affiche quelques marques d'essoufflement

Au 2^{ème} trimestre, la consommation des ménages est contrastée. Dans le secteur du commerce, les chefs d'entreprise font état d'une activité qui se maintient après avoir progressé au T1 et les indicateurs évoluent de manière hétérogène. En effet, la consommation des ménages bénéficie de la bonne tenue du marché de l'emploi, mais elle subit également l'effet des pressions inflationnistes de plus en plus vives. L'épargne salariale, accumulée pendant le Covid et les revalorisations salariales à venir (SMIC, fonction publique) pourraient contribuer à sa résilience.

Les importations de biens de consommation non durables observent un rebond (+16,4 %, CVS) comme les immatriculations de véhicules neufs (+5,8 %, CVS) alors que le chiffre d'affaires de la grande distribution est stable. À l'opposé, les importations de biens de consommation durables (-2,2 %, CVS) et les montants cumulés de paiements par carte bancaire des ménages martiniquais au 2^{ème} trimestre (-1,6 % par rapport à leur niveau du 1^{er} trimestre) reculent.

Enfin, l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages est toujours orienté à la baisse sur le trimestre : nombre d'incidents de paiement sur chèques (-3,6 %), retraits de cartes bancaires (-0,5 %) et nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-2,3 %).

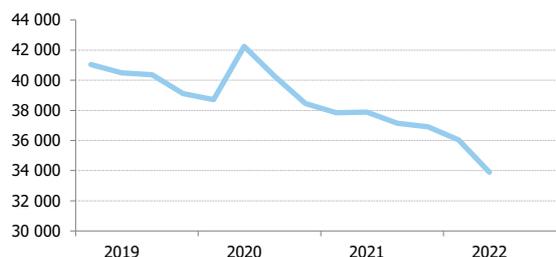
Maintien des intentions d'investissement à un an

Les intentions d'investissement à un an demeurent bien orientées. À l'exception du commerce, les chefs d'entreprise de l'ensemble des secteurs d'activité envisagent de poursuivre leur effort d'investissement.

Pour autant, les difficultés d'approvisionnement et le conflit russo-ukrainien sont de nature à affecter la mise en œuvre des projets d'investissement. En effet, toutes les entreprises interrogées déclarent être impactées par le conflit (fortement : 14,6 %, de façon modérée : 51,7 % ou faiblement : 33,7 %). Le solde d'opinion des prévisions d'investissement reste largement au-dessus de sa moyenne de longue période et les importations de biens d'investissement (-1,6 %, CVS) ainsi que les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (-2,3 %, CVS), bien qu'en recul, se maintiennent à un niveau élevé.

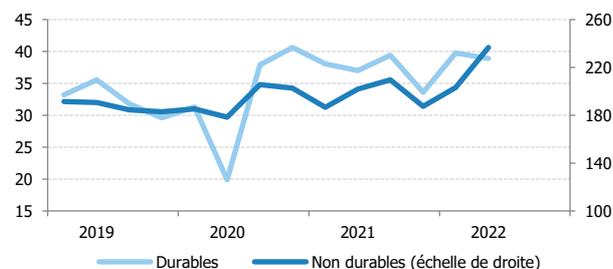
En termes de vulnérabilité, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste orienté à la baisse (-1,5 %), et, d'après l'enquête IEDOM, 1 chef d'entreprise sur 9 craint une défaillance de son entreprise contre 1 sur 8 un an auparavant. Le nombre de défaillance observée (+8,5 %) est malgré tout en hausse ce trimestre (par rapport au 1^{er} trimestre).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (CVS)



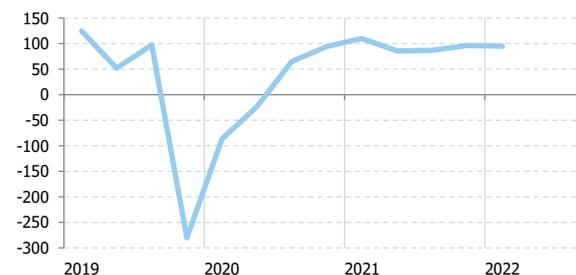
Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

Importations de biens de consommation (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

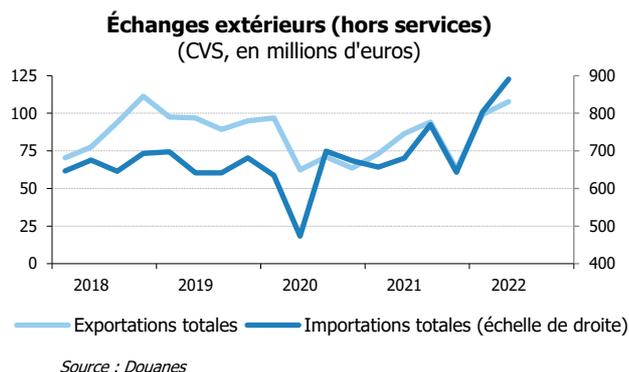
Des échanges commerciaux dynamiques

Hors produits pétroliers, les importations progressent sur le trimestre (+1,2 %, CVS). Cette hausse est portée par les importations de produits agroalimentaires (+16,9 %, CVS), de produits industriels (+12,8 %, CVS) et d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (+4,9 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers sont également en hausse ce trimestre (+10,0 %, CVS) stimulées par les exportations de produits agricoles (+16,0 %) et de celles dédiées au matériel de transport (multipliées par 2).

Les échanges de produits pétroliers sont eux aussi en augmentation ce trimestre : +69,7 % (CVS) pour les importations et +4,3 % (CVS) pour les exportations.

Au regard de ces différentes évolutions, au total, les échanges commerciaux sont en hausse sur trois mois (+10,8 % pour les importations, et 8,4 % pour les exportations, CVS).



Les tensions inflationnistes se répercutent dans une majorité de secteurs

Le 2^{ème} trimestre 2022 confirme les tendances observées au 1^{er} trimestre, avec un net rebond de l'activité du secteur touristique et une inflation qui s'installe dans la majorité des secteurs en raison de la hausse du coût des intrants (+19 % en moyenne). L'enjeu principal exprimé par les entreprises est d'être en mesure de préserver leur marge dans un contexte de hausse des prix des matières premières et de revalorisations salariales, mais aussi de sécuriser leur approvisionnement. De façon circulaire, ces hausses de prix génèrent une augmentation des charges des entreprises clientes. Ainsi dans la majorité des secteurs, les charges d'exploitations progressent tout comme les prix de vente même si le rythme de hausse ralentit.

L'activité des entreprises du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires** se maintient et évolue à un meilleur niveau qu'en fin d'année 2021. Les exportations de produits agroalimentaires sont stables par rapport au trimestre dernier, bien que les exportations de bananes soient bien orientées ce trimestre (+8,3 %, CVS). L'ensemble des répondants notent une inflation des prix des intrants, de l'ordre de 25 % en moyenne. En réponse, la quasi-totalité des entreprises déclare avoir augmenté les prix, avec une tendance qui devrait se poursuivre et même s'accélérer prochainement. L'alimentation étant ce trimestre le plus gros contributeur à l'inflation.

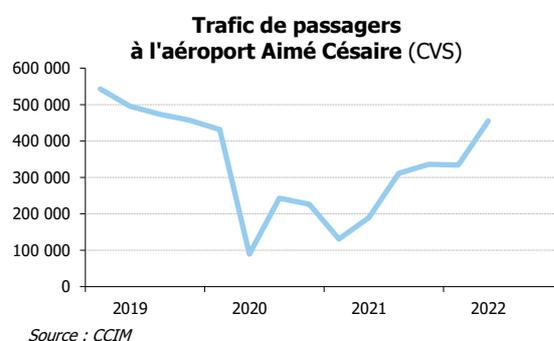
Les répondants du secteur de **l'industrie (hors industrie agroalimentaire)** notent un repli de l'activité pour le trimestre. Ils mentionnent une trésorerie bien orientée notamment sous l'effet d'une évolution plus favorable des délais de paiement. Les investissements anticipés sont dynamiques.

L'activité du secteur **BTP** s'érode au 2^{ème} trimestre et cette tendance devrait se poursuivre dans les mois à venir. Les prévisions tablent sur une inflexion de la hausse des prix au prochain trimestre, mais avec des charges qui vont continuer à progresser. Cette situation pourrait conduire à un ajustement sur les effectifs.

Les entreprises du secteur **commerce** font état d'une activité qui se maintient. En revanche, les perspectives laissent entrevoir une amélioration de l'activité au trimestre prochain. Les prévisions d'investissement se sont dégradées sur le trimestre pour ce secteur.

L'activité des entreprises de **services** se maintient au 2^{ème} trimestre tandis que les charges d'exploitations se détériorent.

Les entreprises du **secteur touristique** enregistrent un troisième trimestre consécutif de hausse de l'activité. Le transport aérien se rapproche de son niveau pré crise sanitaire, tout comme le nombre de nuitées, en hausse sensible au mois de juin (+63,2 %, CVS par rapport au trimestre précédent). Cette reprise marquée de l'activité génère une hausse de la trésorerie et une dynamique favorable concernant les prévisions d'investissement et d'emplois. Le redémarrage des activités de croisiéristes depuis septembre devrait renforcer l'embellie du secteur.



La conjoncture régionale et internationale

UNE REPRISE SUR FOND D'INFLATION

Dans la **zone Amérique latine et Caraïbes (ALC)**, la reprise économique s'essouffle en 2022, en lien avec l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les principaux partenaires commerciaux de la région. Le FMI, dans sa mise à jour WEO de juillet 2022, estime que le PIB réel de la région augmentera de 3,0 % en 2022 contre 6,9 % l'année dernière. Plusieurs banques centrales (Mexique, Colombie, Chili et Pérou) resserrent leur politique monétaire en réponse aux pressions inflationnistes. En conséquence, les décideurs mettent en place des mesures de soutien à l'économie dont la réduction des taxes et des droits d'importation, le plafonnement des prix et les transferts sociaux pour atténuer l'impact de la hausse des prix sur les populations vulnérables.

Dans la **région Caraïbes**, la reprise économique est menée par les pays exportateurs de matières premières, tandis que les économies dépendantes du tourisme récupèrent à un rythme plus lent.

Au sein de l'**Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU)**, les membres mettent en œuvre des mesures visant à atténuer l'impact de la hausse des prix notamment sur les prix du carburant. Cependant, l'inflation mondiale élevée et la faible connectivité du transport aérien au sein de l'union menacent l'activité économique de la région.

À **Trinidad-et-Tobago**, l'activité économique devrait s'améliorer en 2022. La production locale d'énergie devrait bénéficier du démarrage de plusieurs projets de BP Trinidad-et-Tobago, Shell Trinidad-et-Tobago, EOG Resources Trinidad-et Touchstone Exploration. Un élan supplémentaire pourrait provenir de l'augmentation de la demande de produits liés à l'énergie et d'une éventuelle hausse des prix des matières premières. Le secteur non énergétique devrait bénéficier d'une activité commerciale accrue et de la reprise de la demande des consommateurs. La concurrence mondiale met en lumière la nécessité de faire avancer les réformes structurelles pour mieux se positionner sur les marchés d'exportation.

En **Jamaïque**, le PIB réel a augmenté de 6,4 % au premier trimestre de 2022, porté par une reprise du tourisme, malgré un niveau d'inflation élevé (+10,2 % en glissement annuel). Ce niveau d'inflation est largement au-dessus de l'objectif fixé (entre 4,0 et 6,0 %) par la banque centrale de Jamaïque (BOJ) pour le douzième mois consécutif.

L'économie de la **Barbade** progresse de 10,5 % (en glissement annuel) au deuxième trimestre 2022, portée par l'activité touristique, les exportations manufacturières et les dépenses domestiques. En juin 2022, le FMI a achevé le septième et dernier examen de la Barbade au titre du programme de redressement et de transformation économiques (BERT : Barbados Economic Recovery and Transformation). Les réserves de change, en baisse de 220 millions de dollars (5 à 6 semaines de couverture des importations) en mai 2018, se situent désormais à un niveau confortable de 1,5 milliard de dollars.

Sources : Banque centrale de Trinidad-et-Tobago « Economic Bulletin volume XXIVn°2, juin 2022 » ; Banque centrale de la Barbade, FMI

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT A NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre russe en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2022 après une croissance nulle au premier trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.